

12 octobre 2011 - *Emprunts toxiques ... suite ... mais pas fin !*

Ci-joint les articles suite au communiqué SUD Santé Sociaux ... Bonne lecture... *A suivre ...*

Article de l'avenir de l'Artois ... (dans lequel nous reconnaissons la Voix du Nord)

HÔPITAL

Le « tract mensonger » de Sud Santé

■ À l'hôpital d'Arras, on est en pleine campagne d'élections professionnelles qui arrivent le 20 octobre. La semaine dernière, le syndicat Sud santé de l'hôpital d'Arras nous faisait parvenir un tract dénonçant « le scandale des emprunts toxiques à l'hôpital d'Arras ». « Avec plus de 13 millions d'euros d'emprunts toxiques, le CHA bat des records au niveau régional, c'est pourquoi nous crions au scandale et que nous alertons les médias, explique Frédéric Despinoy, du syndicat Sud santé-sociaux de l'hôpital d'Arras. Ces emprunts sont un désastre pour l'emploi à Arras. Rien que pour les emprunts toxiques, l'hôpital doit dégager environ 4 millions d'euros pour payer sa dette, au détriment de l'emploi du personnel et de la prise en charge des usagers.

Ça fait quatre ans qu'on saigne le personnel pour résorber le déficit. Il faut que ça cesse ! Ce n'est pas aux usagers de payer la crise des banques. » Le syndicat minoritaire « exige la transparence complète sur tous les emprunts ».

« Politique de la peur »

Mais pour le syndicat majoritaire FO, comme pour la directrice Marie-Odile Saillard, ce « tract mensonger », « c'est vraiment n'importe quoi ! », « un tissu de contre-vérité ».

« En 2008 -2009, nous avons dénoncé une situation financière chaotique. Mais aujourd'hui, il n'y a pas lieu de jouer sur la politique de la peur », dénoncent Étienne Martinot et Michaël Suligère. Membres du conseil de surveillance, les syndicalistes Force ouvrière suivent au



Le 20 octobre, ce sont les élections professionnelles à l'hôpital d'Arras.

quotidien l'évolution des finances et de l'emploi de l'hôpital. « En 2007, l'hôpital d'Arras était le plus endetté de France. Aujourd'hui, nous sommes revenus à

l'équilibre. Les embauches continuent. Par rapport à l'année dernière, il y a 70 emplois supplémentaires. L'ascenseur social est toujours en place », assurent-ils, eux

qui sont toujours les premiers à alerter, quand cela ne va pas.

De son côté, Marie-Odile Saillard est très remontée contre tract de Sud santé

bourré d'« inexactitudes » et d'« inventions ». « J'ai pris l'option dès mon arrivée d'être très transparente et je le suis. L'hôpital d'Arras, ce n'est pas un secret, a été construit en contractant beaucoup d'emprunts, 160 millions d'euros. Aujourd'hui, sur les 150 millions d'euros qu'il reste à rembourser, deux tiers sont en emprunt structuré, à taux fixe, sans risque majeur. Le dernier tiers est à taux variable, ces seuls emprunts-là me tracassent. Dès mon arrivée, je m'en suis occupée, deux prêts ont été renégociés fin 2010 et début 2011 et je m'en félicite. » La directrice insiste sur le fait que « le problème est connu et maîtrisé ». « Mon financier contrôle tous les matins, nous sommes attentifs, c'est un gros travail mais on est là, on travaille. »

Myléne RÉVELLE

Article l'observateur Arrageois

SUD Santé-sociaux demande des comptes quant aux emprunts toxiques contractés par l'établissement. Une dette dont les intérêts s'élèvent à 13 millions d'euros.

Les collectivités locales ne sont pas les seules à être touchées par les emprunts toxiques. Les centres hospitaliers régionaux le sont également. Celui d'Arras au même titre que les établissements de Bailleul, Roubaix, Valenciennes, Béthune-Beuvry, Calais, ou encore Montreuil. Sauf qu'Arras « détient le triste record en ce qui concerne le montant des intérêts de la dette toxique de l'hôpital », précise Frédéric Despinoy, syndicaliste chez SUD Santé-sociaux. « Le centre hospitalier d'Arras totalise à lui seul la moitié de la dette toxique hospitalière au niveau régional. Entre juillet 2007 et janvier 2010, l'établissement a contracté sept emprunts auprès de six banques internationales. »

Pour les syndicalistes, cette situation « est un désastre pour l'emploi. Depuis plusieurs années, le centre hospitalier subit un plan de retour à l'équilibre. En 4 ans, l'établissement a absorbé un déficit de 11 millions d'euros. Rien que pour les emprunts toxiques, chaque année, l'hôpital devra dégager des moyens financiers très importants : 4 millions d'euros



Les syndicalistes estiment que le centre hospitalier doit dégager 4 millions d'euros par an pendant 27 ans pour rembourser sa dette toxique.

par an, alors que l'emprunt court sur une période de 27 ans. Cela correspond à l'équivalent de 130 emplois. » Les syndicalistes demandent « la transparence complète sur tous les emprunts, la communication des délibérations du conseil d'administration. Nous voulons également qu'une enquête soit menée par l'Agence régionale de santé sur les condi-

tions de souscription des emprunts. Nous exigeons une réforme de l'emprunt public. Les établissements publics doivent pouvoir emprunter auprès des banques centrales au même taux que les banques privées. » Soit 1 %.

De son côté, la direction conteste les données du syndicat. « La dette de l'hôpital est

connue. Elle se monte à 152 millions d'euros en partie due à la restructuration de l'établissement car nous avons eu recours à l'emprunt », explique Jean-François Kros, directeur adjoint du centre hospitalier. « Pourtant, SUD nous prête une liste de banque auprès desquelles nous n'avons pas emprunté. Certes nous avons souscrit des prêts structurés, notamment auprès de Dexia, mais nous ne nous trouvons pas encore dans une période où les taux sont variables. Les frais financiers de l'hôpital s'élèvent à 4,3 millions, mais nous avons une marge de manœuvre d'un an à 18 mois afin de renégocier avec les établissements bancaires. Jamais, les intérêts de la dette ne se sont élevés à 13 millions, comme veut le faire croire SUD. Une chose est sûre, l'hôpital ne licenciera pas pour financer les banques. »

Le directeur adjoint assène : « Je ne vais pas dire que la situation est idyllique mais, il ne faut pas faire l'autruche. Il convient de garder à l'esprit les risques potentiels afin de pouvoir réagir quand il le faut. »

■ G.C.